

Mars 1985

CEPREMAP
BIBLIOTHEQUE
142, rue du Chevaleret
75013 PARIS
Tél. : 40 77 84 20

N°8514

FORDISME.
FORDISME PERIPHERIQUE
ET METROPOLISATION

Alain LIPIETZ

Intervention au Symposium
A METROPOLE E A CRISE
Universidade de Sao Paulo

RESUME

FORDISME. FORDISME PERIPHERIQUE ET METROPOLISATION

Après avoir rappelé l'analyse des nouvelles formes d'industrialisation du Tiers-Monde en termes de fordisme périphérique, et montré l'importance de ce phénomène, on se pose la question suivante. Pourquoi le fordisme périphérique s'accompagne-t-il généralement d'une explosion urbaine, alors que les fordismes centraux "tardifs" (France, Italie) ont pu enrayer rapidement cette évolution? Trois réponses sont proposées: la transition démographique inachevée du Tiers-Monde, des structures agraires qui évincent les populations rurales, la stratégie spatiale des firmes qui se déploient sur des circuits de branche internationaux "discrets" et non sur des espaces interrégionaux continus.

ABSTRACT

FORDISM. PERIPHERAL FORDISM AND METROPOLISATION

First this paper summarizes the analysis of new industrialization within Third-World in terms of peripheral fordism, and it shows the importance of the phenomenon. Then it addresses the issue: why is this peripheral fordism usually linked with a boosting metropolisation, by contrast with late central fordisms such as France or Italy where this evolution happened to be more controlled? Three answers are suggested: the unachievement of demographic transition in Third World, some agricultural structures evicting rural populations, the spatial strategies of firms developping upon world point - to - point branch-circuits, and not on continuous interregional spaces.

MOTS-CLES : DEVELOPPEMENT - VILLES - ESPACE.

FORDISME. FORDISME PERIPHERIQUE ET METROPOLISATION

Je vous invite à réfléchir sur deux évolutions divergentes.

Dans les années 1945-1955, la France et l'Italie, prises en tutelle par les autorités des armées de libération puis par les organes de contrôle de l'Aide Marshall, apparaissaient, aux yeux des spécialistes américains, comme de quasi pays sous-développés (BOLTANSKI [1982]). Un flux massif de crédits et de dons permit à ces deux pays de s'équiper. Des "missions de productivité" envoyées aux U.S.A. apprirent aux classes dirigeantes à gérer un nouveau modèle de développement capitaliste: le fordisme. En une vingtaine d'années, les structures sociales et géographiques de ces deux pays furent bouleversées. La part de la population agricole dans la population active française passa de 40% en 1945 à 15% en 1968, 9% en 1975. Dans les années 1950 les experts de l'Aménagement du territoire pronostiquaient une explosion de la métropole parisienne et, secondairement, des quelques autres grandes villes qui traditionnellement absorbaient l'exode rural. On prévoyait pour 1970 l'oppositif entre une métropole parisienne de 20 millions d'habitants, et un "désert français".

Rien de tout cela n'eut lieu. Dès 1975, la croissance des grandes villes et l'exode rural s'étaient arrêtés, et au recensement de 1982 il apparut que toutes les agglomérations de plus de 30 000 habitants avaient vu diminuer leur population. La métropole parisienne ne dépassa jamais 8 millions d'habitants en urbanisation continue. Ce phénomène n'est pas propre à la France. L'Italie ne connut pas non plus d'urbanisation monstrueuse, et le phénomène s'est lui aussi renversé dès la fin des années 60 au profit d'une urbanisation diffuse. Les deux mégapoles américaines (New-York-Philadelphie et Los Angeles-San Diego) ne se sont pas véritablement concrétisées, et la croissance impressionnante de leur noyau n'est jamais devenue explosive. Les plus urbanisés des pays de l'OCDE ont toujours pu garder la maîtrise de la croissance de leurs centres urbains, et la création de villes satellites autour des plus gros centres n'y a joué qu'un rôle secondaire.

Dans les années 1960, un certain nombre de pays du Tiers-Monde entrèrent à leur tour dans un processus d'industrialisation voisin. Les plus connus sont appelés "Nouveaux Pays Industrialisés", mais le phénomène est en réalité assez étendu. Cette industrialisation fut, elle aussi, financée par des transferts de crédits et de technologie venus du fordisme central. Mais elle s'accompagna d'une formidable explosion urbaine, que ne semble pas devoir arrêter la crise actuelle de ce modèle d'industrialisation, que j'ai appelé "fordisme périphérique" (1).

On se doute évidemment que si les mêmes causes n'ont pas eu les mêmes effets, c'est que les causes n'étaient pas exactement semblables, ni les conditions de l'accumulation identiques. Telle est l'hypothèse que nous allons explorer.

Nous rappellerons d'abord ce que fut le fordisme (section I), puis ce que fut (et reste) le fordisme périphérique (section II). Nous mesurerons la réalité du phénomène (section III). Puis nous ferons le compte des différences entre le modèle fordiste central et le modèle fordiste périphérique (section IV), et nous conclurons en nous interrogeant sur ce que pourrait être une politique économique et sociale générale propre à enrayer l'explosion métropolitaine.

I - QU'EST-CE QUE LE FORDISME CENTRAL?

Le fordisme est un régime d'accumulation qui s'est développé dans la plupart de pays de l'O.C.D.E. après la Seconde Guerre Mondiale (AGLIETTA [1976], BOYER et MISTRAL [1978], CORIAT [1978], LIPIETZ [1979]).

On appelle régime d'accumulation un mode de réallocation systématique du produit régissant sur une période prolongée une certaine adéquation entre les transformations des conditions de la production et les transformations des conditions de la consommation. Un tel régime d'accumulation se résume par la donnée d'un schéma de reproduction décrivant de période en période l'allocation du travail social et la répartition des produits entre les

différentes sections de la production. Par sections, on entend une partition de l'ensemble productif considéré, partition adaptée au problème de la reproduction et de l'accumulation, abstraction faite de toute considération technique en termes de travail concret. Le schéma de reproduction est en quelque sorte le squelette du régime d'accumulation, la trace mathématique de sa cohérence sociale.

La partition la plus simple est à deux sections (I: Production des biens de productions, II: Production des biens de consommation). Elle peut évidemment être raffinée en sous-sections. La prise en compte du commerce international permet d'identifier une "section exportatrice" : toute fonction macroéconomique de la production permet de définir une section. En outre, l'existence d'autres formes ou modes de production dans la formation économique-sociale se reproduisant dans un rapport d'articulation avec le capitalisme, vient encore compliquer les régimes d'accumulation (2): on peut définir des sous-sections en fonction des modes de production, qui concourent différemment aux fonctions macroéconomiques, et créent les revenus de différentes classes sociales.

Depuis quelques années, des études économiques de longue période ont mis en lumière la grande variété des régimes d'accumulation. Un régime d'accumulation peut être principalement extensif ou intensif, c'est-à-dire que l'accumulation capitaliste est principalement consacrée à étendre l'échelle de la production, à normes productives identiques, ou à approfondir la réorganisation capitaliste du travail (la "soumission réelle" du travail au capital), en général dans le sens d'une plus grande productivité et d'un plus grand coefficient de capital. Par ailleurs, le "centre" du dispositif productif, c'est-à-dire le pôle structurant de la validation sociale de la production, peut se déplacer de section en section. Comme le remarquait PALLOIX [1973], la production capitaliste s'est successivement centrée sur les biens s'échangeant contre la rente ou la plus-value (section III), contre le capital constant (section I), contre le capital variable (section II)...

Schématiquement, de la première révolution industrielle jusqu'à la Première Guerre Mondiale a prévalu dans les premiers grands pays capitalistes

un régime d'accumulation à dominante extensive centrée sur la reproduction élargie de biens de production, et depuis la Seconde Guerre un régime à dominante intensive centrée sur la croissance de la consommation de masse.

Reste qu'un régime d'accumulation ne plane pas, désincarné, dans le monde éthéré des schémas de reproduction. Pour que tel ou tel schéma se réalise et se reproduise durablement, il faut que des formes institutionnelles, des procédures, des habitudes, agissant comme forces coercitives ou incitatives, conduisent les agents privés à se conformer à de tels schémas. Cet ensemble de formes est appelé mode de régulation. Un régime d'accumulation donné ne se satisfait pas de n'importe quel mode de régulation. Les crises économiques, qui se présentent comme une perturbation plus ou moins prolongée de la reproduction élargie, peuvent en réalité manifester diverses conjonctures.

Les "grandes crises" marquent une inadéquation du mode de régulation et de régime d'accumulation, soit qu'un nouveau régime se trouve entravé par des formes de régulation périmées (cas de la crise de 1930), soit que le régime d'accumulation lui-même ait épuisé ses possibilités dans le cadre du mode de régulation en vigueur (cas, vraisemblablement, de la crise de la fin du XIXe siècle et de la crise actuelle).

On peut en effet analyser la grande crise des années 1930 comme la première crise de l'accumulation intensive ou la dernière crise de la "régulation concurrentielle". Ce mode de régulation se caractérisait en effet par un ajustement a posteriori des quantités produites dans les différentes branches en fonction du mouvement de prix, une forte sensibilité de ces derniers à la demande, et un ajustement des salaires au mouvement des prix qui résultait en stabilité (ou faible croissance) du salaire réel direct. Un tel mode de régulation était relativement adéquat à une accumulation extensive, avec de faibles modifications des normes de production et de consommation.

Dans un tel mode de régulation, la recherche tâtonnante de débouchés par les capitaux des différentes sections, qui ne pouvaient anticiper correctement leur croissance collective, était un problème lancinant, et la

surproduction, locale ou généralisée, constituait le risque majeur. D'où l'importance de la question des débouchés, en particulier "extérieurs au capitalisme", qui furent trouvés notamment dans la périphérie, à l'extérieur des premiers centres capitalistes. Telle fut l'une des causes de la formation de la "première division internationale de travail", entre un "Nord" exportateur de productions capitalistes manufacturées, et un "Sud" exportateur de biens primaires (3).

Mais la généralisation progressive, à l'issue de la Première Guerre Mondiale, de nouvelles formes d'organisation du travail (la révolution taylorienne puis fordienne), allait engendrer des gains de productivité sans précédent (en France: de l'ordre de 5-6 % l'an, contre 2 % en moyenne depuis la première révolution industrielle). La régulation concurrentielle n'induisait nullement une progression de la demande finale à la mesure de ces gains de productivité. Le boom des "années folles", engendré dans les années 1920 par la hausse énorme de la plus-value relative, déboucha dans les années 30 sur une formidable crise de surproduction.

Après la Deuxième Guerre Mondiale, le régime d'accumulation intensive, centré sur la consommation de masse, put au contraire se généraliser parce qu'un nouveau mode de régulation, "monopoliste", incorpora a priori dans la détermination des salaires et des profits nominaux une croissance de la consommation populaire à la mesure des gains de productivité. C'est ce régime qu'à la suite des premières intuitions de Gramsci et d'Henri de Man, on appelle aujourd'hui "fordisme", désignant ainsi deux aspects qui, quoique théoriquement joints, sont relativement distincts, sujets à décalages historiques - et, nous le verrons, géographiques.

A la suite de la Première Guerre Mondiale, dans les années 20 s'était généralisé, aux USA et partiellement en Europe, un mode révolutionnaire d'organisation du travail: le taylorisme. Il s'agissait, dans le procès de travail, d'exproprier les collectifs ouvriers de leur savoir-faire, dorénavant systématisé par des ingénieurs et techniciens à travers les méthodes de "l'Organisation Scientifique du Travail". Un pas de plus, et c'est l'incorporation de ce savoir systématisé dans le système automatique de

machines, dictant le mode opératoire à des ouvriers expropriés de l'initiative: tel est le versant productif du "fordisme" (CORIAT [1979]). Remarquons bien, toutefois, qu'à l'intérieur des filières taylorisées puis fordisées, et en particulier de la plus caractéristique d'entre elles, la filière métallique, la présence d'ouvriers qualifiés reste indispensable à tous les niveaux, et surtout dans les segments "amont" de cette filière, ceux où s'opère la fameuse "incorporation": dans la fabrication des biens d'équipement industriel, machines outils, etc... qui constitue ainsi le "coeur" du dispositif productif. Remarquons en outre que la taylorisation suppose au départ une certaine qualification de la force de travail, au moins une certaine "culture industrielle".

Toujours est-il qu'une fois enclenché le processus, il en résulte une hausse rapide de la productivité du travail, et, avec la mécanisation, une montée du volume du capital fixe par tête. Cette hausse de la productivité débouchant, nous l'avons vu, sur la crise de surproduction de 1930, l'Humanité se posa, selon la formule célèbre, un problème qu'elle mit quinze ans à résoudre, dans un affrontement gigantesque de nations, de classes, et de projets politiques.

L'emporta cette trouvaille: un nouveau mode de régulation, permettant le plein développement du fordisme par l'adjonction d'un second versant, l'adaptation continuelle de la consommation des masses aux gains de productivité. Cette adaptation a entraîné une énorme mutation du mode de vie des salariés, sa "normalisation" et son intégration à l'accumulation capitaliste elle-même (GRANOU, BARON, BILLAUDOT (1979)). Elle fut imposée par des formes institutionnelles de garantie de la croissance du salaire direct (conventions collectives, salaire minimum) et indirect (Etat Providence).

Ainsi, après la Reconstruction en Europe (par nature à dominance extensive) et la guerre de Corée, les pays de l'OCDE vont connaître une nouvelle poussée intensive, qui va cette fois durer vingt ans, pendant lesquels la productivité va encore augmenter considérablement, comme d'ailleurs le capital fixe par tête. Mais cette fois la hausse du pouvoir d'achat des salariés (productifs et improductifs) accompagnera presque

exactement la hausse de la productivité. Cette hausse de la productivité concernant à peu près également les deux sections, la composition organique du capital restera à peu près inchangée, et le partage de la valeur ajoutée (le taux de plus-value) également.

Les différents pays de l'OCDE ont pu ainsi connaître, durant une vingtaine d'années, une croissance exceptionnellenent forte, exceptionnellenent longue, exceptionnellenent régulière. Certes, il y avait bien quelques inflexions (les "récessions"), il y avait de grands écarts entre les rythmes de croissance nationaux, mais on peut dire que chaque pays expérimenta et développa le fordisme pour son propre compte, en élargissant sa demande intérieure. Le pays initialement le plus avancé, les USA, connut évidemment une croissance plus faible (mais de l'ordre de 4% par an) que les pays au fordisme plus jeune. Seule la Grande Bretagne, de par la force de ses syndicats de métier, et de par le désintérêt de sa bourgeoisie financière, s'écarta notablement du modèle de production fordiste, et connut une croissance plus médiocre.

Pourtant, à la fin des années 1960, ce régime entre en crise. Dans le développement de la crise actuelle, il convient en fait de distinguer trois séries de phénomènes et d'enchaînements différents:

- ceux qui relèvent de la crise générale du fordisme, et qui se retrouvent plus ou moins dans tous les pays ayant adopté ce mode de développement;
- les enchaînements amplificateurs dûs à l'interconnection des différentes formations socio-économiques;
- les phénomènes spécifiques à chacune des formations sociales concernées.

Nous n'évoquerons évidemment pas ici ces spécificités nationales. La distinction entre les deux premiers types d'enchaînements doit en revanche être bien claire, et ses implications politiques sont évidentes. Si l'on s'en tient aux seconds, la crise apparaît comme une crise de la seule régulation monopoliste nationale devenue contradictoire avec l'internationalisation de la production: une sortie de la crise par une "relance concertée" est envisageable. Si l'on prend en compte les premiers, la Crise touche en outre aux racines du régime d'accumulation intensive fondé sur les principes

tayloriens d'organisation du travail et le développement fordien de la consommation de masse. Nous tâcherons de présenter ici une synthèse.

Le facteur le plus clair de la crise du régime d'accumulation est le ralentissement général des gains de productivité, qui intervient vers la fin des années 60, et touche y compris les branches le plus typiquement fordistes, comme l'automobile. Mais comment ce ralentissement engendre-t-il une crise?

Une première voie consiste à souligner la contradiction entre ce ralentissement et le maintien des tendances à la hausse du pouvoir d'achat. La crise naîtrait d'un "étranglement des profits" (profit squeeze) dû à une accélération des hausses de pouvoir d'achat entraînant une hausse du coût salarial par unité produite. Cependant, les statistiques ne semblent pas confirmer ce diagnostic pour l'ensemble des pays industrialisés au début des années 70 (sauf, transitoirement, en Allemagne et au Japon). Plus exactement, la hausse du pouvoir d'achat ne manifeste pas d'accélération autonome. Dans les (rares) cas où elle dépasse les gains de productivité, c'est que ceux-ci ont ralenti. En outre, si telle était l'origine de la crise, un simple ralentissement des hausses de salaire (direct ou indirect) aurait suffi à l'enrayer.

Plus convaincante est la prise en compte de l'autre composante de la rentabilité du capital: ces gains de productivité déclinant ont exigé, dès le milieu des années 60, une hausse en valeur du capital par tête, ou, en termes marxistes, de la composition organique du capital. Depuis cette époque en effet, les gains de productivité ne compensent plus la hausse de la composition technique du capital, le volume de capital fixe par tête.

Que l'on mette l'accent sur le "profit squeeze" ou la hausse de la composition organique du capital, la crise actuelle de l'accumulation intensive apparaît comme une crise de la rentabilité, au contraire de celle de 1930, qui était une crise de surproduction. Les formes institutionnelles de la régulation monopoliste inhibent en effet le "spirale dépressive": le gonflement du salaire indirect enrayer la baisse du pouvoir d'achat global (malgré la croissance du nombre des chômeurs), la solidité de la monnaie de

crédit permet la survie d'entreprises qui auraient été réduites à la faillite dans le cadre d'un système bancaire contraint par une base-or. La crise assumera donc la forme d'une stagnation (et non d'un effondrement de la production) coexistant avec une inflation (et non un écroulement des prix).

C'est du moins ce qui se passera au Nord, pendant toute la période de "gestion sociale-démocrate" de la crise, jusqu'au second choc pétrolier, à la fin de la présidence Carter, et au "choc monétariste". Nous ne développerons pas ici les conséquences de ces deux chocs, qui furent très douloureusement supportés par les pays du Sud, et qui restent à solder (4). Voyons plutôt ce qui se passe au Sud, dans la période 1960-1980.

II - DE L'ECHEC DE LA "PREMIERE POLITIQUE DE SUBSTITUTION AUX IMPORTATIONS" AU SUCCES DU FORDISME PERIPHERIQUE.

A la faveur de la Grande Crise des années 1930, des régimes populistes d'Amérique Latine, suivis dans les années 1950 par d'autres pays comme la Corée du Sud, inaugurent la "stratégie de substitution aux importations". Il s'agit d'accumuler les revenus d'exportation primaires dans l'industrie des biens de consommation, en achetant les biens d'équipement au centre et en protégeant ces industries naissantes par de très fortes barrières douanières. On espère pouvoir ensuite appliquer la même tactique pour la production des biens durables et des biens d'équipement.

1°) Un "fordisme incomplet"?

Après des succès initiaux, cette stratégie rencontre de fortes difficultés dans les années 1960. Ce modèle d'industrialisation de la périphérie, par adoption partielle et souvent illusoire du modèle central de production et de consommation, mais sans l'adoption des rapports sociaux correspondants, échoue en effet à s'insérer dans le "cercle vertueux" du fordisme central. Pour trois raisons majeures.

Du côté du procès de travail, tout d'abord. La technologie n'est pas une ressource transférable qui pousse dans les forêts du Nord. Importer les

les machines ne suffit pas. Il faut construire les relations sociales du travail correspondantes. Or ces pays ne possédaient pas alors la classe ouvrière expérimentée et le personnel d'encadrement nécessaires à la mise en oeuvre des modes d'opération fordistes. Ceux-ci, on l'a dit, dérivent d'un procès d'expropriation et de systématisation du savoir-faire ouvrier préalablement existant, et ne peuvent jamais se passer totalement de ce savoir-faire. Dès lors, la productivité "théorique" des formes de production importées ne fut jamais atteinte. En revanche, une fois dépassée la phase de "substitution facile", nécessitant peu de capital fixe, le coût des investissements (donc des importations en biens d'équipement) monte vertigineusement avec la mécanisation. D'où une baisse de la rentabilité du capital, qui peut être masquée un certain temps par l'imposition inflationniste d'un taux de marge par des firmes nationales en position de monopole (8).

Du côté des débouchés ensuite. Les caractères d'une régulation "monopoliste" sont restés réduits à la gestion "administrée" des taux de marge et de la monnaie de crédit. Rares furent les cas d'extension significative du pouvoir d'achat ouvrier et paysan (sous le Péronisme, et, plus tard, sous la Démocratie Chrétienne puis l'Unité Populaire chilienne). Les débouchés restaient donc limités:

- d'une part aux classes dominantes et moyennes nées de l'économie d'exportation. Marché de toute manière limité, mais surtout sociologiquement stratifié, rétif à la consommation de masse d'articles standardisés (9).
- d'une part à "l'extérieur"... c'est-à-dire au centre ! Or, faute de productivité, et malgré la différence des salaires (qui ne sont pas alors aussi considérables qu'à la fin des années 1960, les productions périphériques manufacturières ne pouvaient à cette époque être compétitives.

Du côté des échanges extérieurs: même si la fameuse question des "termes de l'échange", entre les matières premières dont l'exportation finançait l'industrialisation, et les biens d'équipement importés du centre, reste controversée (pour autant que l'on s'en tienne à "l'effet-prix unitaire", en tout cas la remontée dans les filières productives, en deça du

stade du montage final, impliquait une croissance très rapide du volume de investissements, donc des importations, que ne pouvait compenser la croissance des exportations de matières premières.

Dès lors, la politique de substitution aux importations ne pouvait que se heurter à la barrière du déficit du commerce extérieur et de l'endettement, avec inflation interne comme ce fut le cas au Chili... à moins que le modèle ne s'éteigne dans la stagnation, comme aux Philippines.

Pourtant ces expériences ont permis une réelle transformation sociale, avec le développement d'une classe ouvrière, de couches moyennes et d'un capital industriel modernes. On peut parler à leur égard d'un "sous-fordisme", c'est-à-dire d'une caricature de fordisme, une tentative d'industrialisation selon la technologie et le modèle de consommation fordien, mais sans les conditions sociales, ni du côté du procès de travail, ni du côté de la norme de consommation des masses.

Dans cet échec, la responsabilité de la "dépendance", qui est réelle, est beaucoup plus médiate que ne le disent les slogans vengeurs. Le chaînon manquant est à chercher d'abord dans la structure sociale interne, consolidée par le maintien d'une distribution des revenus très inégalitaire dans le secteur d'exportation des matières premières, par l'échec redistributif des réformes agraires, dans l'incapacité d'étendre le secteur manufacturier, de réaliser l'intégration de la consommation populaire au régime d'accumulation. L'existence du centre pèse surtout (outre la trace de la colonisation dans la structure sociale interne) par le succès de son propre "autocentrage" : la diffusion du régime d'accumulation intensive creuse, à cette époque du moins, l'écart des compétitivités entre le centre et la périphérie, rejetant celle-ci du commerce international de biens manufacturés. Et c'est pourtant par ce succès même que le centre irradie son modèle de production, ses normes de consommation, entraînant dans un piège mimétique la substitution aux importations.

Il faut bien se rendre compte que, même dans les pays de l'OCDE, la révolution fordienne ne s'est pas faite en un jour. L'invention ou l'adoption

des nouvelles normes de production, de consommation, de gestion du rapport salarial, a connu des succès divers, dans lesquels le pays le plus avancé, les USA, a joué un rôle d'initiateur. La "diffusion inégale de l'accumulation intensive" (MISTRAL [1982]) a brillamment emporté l'Europe du Nord continentale, le Japon, l'Australie, le Canada, la Nouvelle Zélande. Mais même la Grande Bretagne, de par la force de résistance de sa classe ouvrière professionnelle et le poids de son capital financier trop internationalisé pour se dédier à cette révolution interne, a partiellement "manqué" le train du fordisme, enclenchant ainsi un processus d'éviction du centre. L'Argentine, un des pays les plus riches et développés en 1945, le manquera aussi par suite de la résistance ouvrière et du choix de sa classe dominante de se replier vers l'agriculture exportatrice.

Pour tous les pays où s'est imposée l'accumulation intensive avec consommation de masse, s'il faut parler d'impérialisme américain, alors c'est avant tout un impérialisme culturel, et qui visait à imposer son modèle de développement, et non pas à maintenir une situation de sous-développement! Car dans les années 1945-1960 l'importation de machines américaines, financée par les plans Marshall et Mac Arthur en Europe et au Japon, se combinait avec l'importation des normes fordistes de consommation, d'organisation du travail, de contractualisation syndicale.

Cependant, à partir de la "prise" du fordisme dans ces pays, on ne songerait plus à parler de "périphérie" à propos de la France, et encore moins du Japon, ni même de l'Italie. Ce cas italien est d'ailleurs bien plus remarquable que celui de la France (qui dans l'Entre-Deux-Guerre était considérée comme l'une des toutes premières puissances mondiales) ou du Japon, qui après tout, dès les années 30, s'était engagé, contre les USA et aux côtés de l'Allemagne, dans la "guerre de succession de l'Angleterre", et de fait, seul contre tous, avait déjà été bien près de l'emporter dans la zone Asie-Pacifique. Il est vrai que l'Italie "bénéficie" d'une forme d'industrialisation nationaliste, pendant les vingt ans de fascisme mussolinien: mais rien n'interdisait a priori au gétulisme brésilien et au péronisme argentin de suivre le même chemin. Ce qui "échouera" avec le "desarrollismo" latino-américain réussit à peu près en Italie (à l'exception

du Sud: pour des raisons de structures sociales internes, précisément).

Nous n'entrerons pas dans le débat latino américain sur le poids relatif des causes internes et externes, bien que l'analyse ici présentée privilégie manifestement les premières. En réalité, le modèle et les normes fordistes "ont pris" en France et en Italie après 1945, avec l'aide des USA, mais pas en Amérique Latine, malgré l'aide des USA. L'intervention militaire ou occulte des USA ne se fit pas contre le succès menaçant de l'industrialisation à la périphérie ("pour maintenir la dépendance"!), mais contre les tentatives de se mettre politiquement à l'écart, voire à l'encontre, du modèle.

A vrai dire, l'intérêt et en général la politique des U.S.A. (surtout à partir de "l'Alliance pour le Progrès" kennedyste) furent de tâcher d'imposer aux pays du Sud le modèle d'industrialisation fordiste, mais sans prendre de mesures politico-sociales rompant trop brutalement avec les intérêts particuliers de firmes américaines ayant partie liée avec les couches sociales archaïques du secteur exportateur. Or c'était une contradiction dans les termes. Les réformes impliquées par la substitution aux importations, puis les difficultés de celle-ci, amenaient les pouvoirs locaux à prendre des mesures "trop" radicales, éloignant dangereusement du modèle américain. C'est alors que le "gendarme" intervenait, surtout quand le risque d'une alliance soviétique se profilait derrière la radicalisation de la volonté d'indépendance. Dans certains cas cependant les USA sont intervenus d'emblée pour imposer le maintien pur et simple du "pillage" des matières premières: (intervention à Saint Domingue, chute de Mossadegh en Iran, etc... Mais l'attitude ultérieure des U.S.A. à l'égard du Shah Reza montra qu'en fait les USA n'avaient pas d'hostilité de principe à un flux de capitaux vers les pays sous-développés, suscitant à la fois industrialisation et transformation des classes dominantes locales... pourvu que cela se fit en concordance et en liaison avec le modèle américain.

En fait, la régulation monopoliste de la demande populaire au centre et la conduite keynésienne de l'économie avaient éliminé la question des débouchés, que le centre trouvait maintenant en lui-même. En 1965, les

exportations manufacturées du Nord vers le Sud étaient tombées à presque rien. C'est pourtant vers cette époque que le Sud recommence à prendre de l'importance... mais dans l'autre sens!

2°) Une extension limitée du fordisme central.

Le processus historique de diffusion-intégration internationale des rapports capitalistes, repérable à travers une remontée de la part des exports et des imports sur la production intérieure, fut relancé dans les années 60 par une combinaison de deux séries de facteurs.

La première série de facteurs relève de la logique propre au fordisme et à sa crise alors latente: la recherche de gains de productivité par un élargissement de l'échelle de production, et la recherche de zones de plus bas salaires.

La première tendance vise à une authentique consolidation du fordisme à travers ses propres ressources. Dans la mesure où, au sein du fordisme, la croissance de la productivité est couplée avec la croissance des débouchés via l'extension des séries et les économies d'échelle, un développement des échanges internationaux à l'intérieur du centre permet, par centralisation du capital à travers une interdépendance accrue des économies développées, de nouveaux gains de productivité. Ce "débordement" des systèmes productifs au-delà des frontières nationales se développe par grands blocs continentaux et touche même une "première périphérie": les pays faiblement industrialisés du pourtour méditerranéen et oriental de l'Europe. On retrouve le même phénomène au sud des USA et autour du Japon: nous y reviendrons dans un instant. Mais remarquons que cette internationalisation à l'intérieur du centre aura la très grave conséquence de fragiliser ultérieurement la régulation de la croissance, les efforts de chaque pays pour augmenter sa compétitivité au détriment de son pouvoir d'achat intérieur ayant pour conséquence de freiner globalement la croissance des débouchés mondiaux.

Plus intéressant pour notre sujet est le desserrement à la "première périphérie", qui correspond au second objectif: la recherche de zones à plus

bas salaires. En fait, il vise aussi le premier objectif: élargir le marché en prenant pied dans des pays protégés par des barrières douanières. D'un certain point de vue, il n'est que le développement d'un mécanisme inhérent au fordisme: le déploiement de "circuits de branche" sur des bassins de main d'oeuvre inégalement qualifiée, syndicalisée... et rémunérée.

Le fordisme, du point de vue du procès de travail, se caractérise en effet, nous l'avons vu, par une disjonction, une tripartition des activités en trois niveaux:

- I - la conception, l'organisation des méthodes, et l'ingénierie devenus autonomes;
- II - la fabrication qualifiée, requérant une main d'oeuvre adéquate,
- III - l'exécution et le montage déqualifiés, ne requérant en principe aucune qualification.

La possibilité de disjoindre géographiquement ces trois niveaux ne pouvait manquer de croiser l'opportunité d'articuler le circuit productif des branches fordistes sur trois types de bassins de main d'oeuvre, principalement différenciés par la qualification et les conditions d'exploitation de la main d'oeuvre, mais aussi par l'intensité du tissu productif, la proximité des grands marchés, etc...

Cette redistribution des trois "niveaux" d'activité sur un damier de régions inégalement développées fut d'abord expérimentée au centre, en particulier en France (LIPIETZ [1977]). On eût ainsi:

- une région de type I (la région parisienne)
- de vieilles régions industrielles s'orientèrent vers le type II (Nord, région lyonnaise)
- et la main d'oeuvre rurale dégagée par la mécanisation fut employée directement sur place dans les activités de type III (Grand Ouest français).

On retrouve des phénomènes semblables, mutatis mutandis, dans les Iles Britanniques, en Italie, dans le Sud des Etats-Unis. Mais à la fin des années 1960, la délocalisation s'étendit aussi aux pays de la périphérie externe immédiate, où les salaires horaires étaient considérablement plus faibles et la classe ouvrière moins organisée: le Portugal, l'Espagne, en un sens l'Europe de l'Est (Pologne, Roumanie), le Mexique, les zones franches de l'Asie de l'Est.

Ainsi, à la "vieille" division horizontale, du travail, entre secteurs (primaire, agricole et minier / secondaire manufacturier) s'en superposait une seconde, verticale, entre niveaux de qualification à l'intérieur même des branches industrielles. Et cette redistribution des tâches industrielles, y compris dans sa dimension spatiale, était une forme d'extension - réaménagement du régime d'accumulation lui-même, et non la forme d'un rapport entre celui-ci et son "extérieur".

La raison de cette extension était donc double. Il s'agissait d'une part d'étendre l'échelle de production du fordisme central et par conséquent le marché sur lequel il se déployait: or des barrières douanières visant à forcer la substitution aux importations rendait souvent inévitable l'implantation d'établissements de montage final dans certains pays. Mais surtout, le fordisme ne souffrait pas tant de l'absence de débouchés que de tensions de plus en plus fortes sur son taux de profit: et les pays ou les régions à forts taux d'exploitation lui permettaient d'y produire à bas coûts, y compris pour les marchés centraux.

Encore fallait-il que ces pays (et même ces régions, d'ailleurs) satisfissent une condition interne, et ce fut la seconde série de facteurs: l'existence de régimes politiques dont les classes dirigeantes disposaient d'une main d'oeuvre "libre", et qui choisissaient de jouer cette carte.

Les deux conditions ne se retrouvent pas n'importe où dans la périphérie. La question de l'existence d'un prolétariat peu organisé mais disponible pour le travail taylorisé (ou a fortiori fordien) ne se réduit pas à l'existence d'une main d'oeuvre fraîchement exclue de l'agriculture. Le

"montage" d'une classe ouvrière est un processus difficile de mobilisation et de stabilisation d'une discipline industrielle. Quant à la liberté des régimes politiques locaux de "choisir" cette stratégie, c'est une condition plus contraignante qu'il n'y paraît. Elle implique en effet une triple autonomie (SALAMA, TISSIER [1982]).

* Autonomie par rapport aux formes traditionnelles de domination externe. Cette autonomie existe toujours potentiellement pour un Etat national, les classes dirigeantes des pays dominés ne sont jamais réductibles à des "fantoques" de l'impérialisme. Encore peuvent-elles avoir choisi de l'être plus ou moins: ce qui matérialise une certaine forme d'alliance de classes internationale et locale, et nous renvoie à la seconde condition.

* Autonomie du régime politique par rapport aux classes dominantes liées à d'autres régimes d'accumulation antérieurement développés, que ce soit les secteurs liés à l'économie primo-exportatrice ou à la croissance du marché intérieur. Le développement d'une industrie manufacturière tournée vers l'exportation peut en effet contrecarrer les intérêts des "latifundiaires", comme des industriels ayant misé sur la substitution aux importations. Ces contradictions ne sont pas insolubles, mais encore faut-il être en mesure d'imposer un nouvel équilibre entre croissance quantitative du salariat industriel, croissance du niveau de salaire, nécessaire compétitivité, affectation prioritaire des ressources en capital, etc.

* Autonomie enfin par rapport aux masses populaires, qui peut être assez limitée, par exemple par une expérience ancienne de populisme, avec des syndicats forts et attachés à la défense de certains intérêts ouvriers, même si liés à l'appareil de l'Etat (cas du Brésil de Goulart, de l'Argentine de Peron), ou encore par les traces encore vivaces de la mobilisation populaire au cours de la lutte de libération nationale.

Bref, il faudra le plus souvent une dictature, brisant les anciens équilibres, créant à partir de l'Etat le personnel pour occuper la place des futures classes dominantes du nouveau régime d'accumulation. Il ne suffit donc pas de disposer d'un vaste marché et d'une force de travail libre de ses

anciennes attaches paysannes. Inversement, un régime fort et résolu pourra se lancer dans une stratégie de "piratage du fordisme central", même s'il ne dispose pas d'un fort marché interne, pourvu qu'il dispose d'une main d'oeuvre mobilisable à bon marché.

Disons-le d'emblée: sous ce terme de "piratage" (ou "d'agrafage" au fordisme central) se cachent plusieurs stratégies possibles d'industrialisation, qui vont se combiner de manière spécifique avec d'autres stratégies, en un régime d'accumulation original dans chaque "Nouveau Pays Industriel". Y compris avec une version renouvelée de la substitution aux importations. Y compris avec la promotion, par intégration amont ou aval, du vieux secteur primo exportateur. Mais ce qui me semble caractéristique des aujourd'hui fameux N.P.I., c'est la présence, au sein de ces régimes, de la stratégie que l'on a appelé "substitution d'exportation": ce choix de rompre avec le modèle primo-exportateur, par développement d'exportation de biens manufacturés, dans les activités de niveau III (activités de main d'oeuvre banalisées) de la tripartition fordiste. Cette stratégie peut toutefois s'articuler elle-même au reste du régime d'accumulation local, au fordisme central, aux régimes d'accumulation du reste de la périphérie, selon plusieurs logiques différentes, dont deux me semblent particulièrement significatives: la "taylorisation primitive" et le "fordisme périphérique".

3°) La "taylorisation primitive".

Il s'agit d'une délocalisation de segments précis et limités de "circuits de branche", dans les Etats à très fort taux d'exploitation (salaire, durée et intensité du travail), les produits étant réexportés principalement vers le centre. Dès les années 60 et jusqu'au début des années 70, les zones franches de Corée et de Taïwan et les "Etats-comptoirs" de l'Asie (Singapour, Hong-Kong) furent la meilleure illustration de cette stratégie, qui se généralise aujourd'hui. Cette délocalisation concerne essentiellement le Textile et l'Electronique. Deux caractéristiques de cette logique justifient le nom que je lui propose.

* Il s'agit plus de "taylorisme" que de "fordisme". Ce qui est "délocalisé",

ce sont des postes de travail parcellisés et répétitifs, mais non reliés par un système automatique de machines. L'appareillage est léger et individuel (machines à coudre de l'habillement, lunettes binoculaires et pinces de l'électronique). Bref, des industries de main d'oeuvre au sens le plus propre du terme.

Encore faut-il trouver la main d'oeuvre taylorisable. Or elle existe. Car la classe ouvrière n'est pas la seule dépositaire initiale du savoir-faire, de par son rapport à la production matérielle. Depuis l'aube du patriarcat (chose au monde la mieux partagée), les femmes, exploitées, appropriées dans la production domestique, sont pliées à la double exigence des industries taylorisées: totale absence d'initiative quant aux buts du travail, totale implication de l'attention dans la réalisation de ce travail, et cela dans des activités très proches, quant aux gestes concrets, telles que la vannerie ou le tissage, des deux branches-vedettes de la délocalisation: textile et montage électronique.

* Comme "l'accumulation primitive" en Europe, cette logique vise en effet à extorquer un maximum de plus-value d'une main d'oeuvre qu'on ne cherche même pas à reproduire régulièrement. Les débouchés de la production sont recherchés du côté d'une demande existant préalablement, ailleurs: les revenus de la "gentry" jadis, les revenus du fordisme central aujourd'hui. La plus-value est accumulée au moins partiellement dans le pays lui-même, et c'est même souvent la première grande source autonome d'accumulation. Mais cela implique, on l'a déjà indiqué, une exploitation "sanguinaire". "Sanguinaire" au sens où Marx parle de la "législation sanguinaire" qui a permis la mise en route de l'accumulation primitive dans l'Angleterre du début des Temps Modernes. On pourrait donc trop souvent parler tout aussi justement de "taylorisation sanguinaire".

Les résultats sont à la hauteur des moyens mis en oeuvre: une hausse sensible du taux de plus value, contrastant avec sa stabilité dans le régime "fordiste" central. Cette hausse est due au "ciseau" entre la stagnation du pouvoir d'achat réel et la hausse de la productivité apparente. Hausse de la production par tête qui n'est d'ailleurs pas seulement obtenue au niveau

horaire, mais surtout au niveau annuel, par l'allongement de la journée de travail, la production de plus value absolue.

Un tel modèle d'accumulation (plus exactement: une telle logique dominante dans un régime d'accumulation), malgré son extrême rentabilité, reste cependant cantonné dans d'étroites limites: risques de protectionnisme de la part des pays centraux qui voient partir leurs emplois de "type III", difficultés de faire peser sur toute la population des normes de consommation digne du XIXe siècle. Les Etats peuplés d'Asie (Taïwan et la Corée), dont les classes dominantes ont la charge d'instaurer un régime d'accumulation et un bloc hégémonique (au sens gramsciste du terme) pas trop incohérents, doivent nécessairement tenter de rejoindre le Brésil dans une logique assez différente, que nous appellerons "fordisme périphérique".

4*) Le fordisme périphérique.

Que ce soit un héritage de la première politique de substitution aux importations, ou de l'existence ancienne d'un capitalisme marchand périphérique, ou bien grâce à la promotion parfois "miraculeuse" des exportations de matières premières (cas du pétrole), ou encore à la suite d'une phase d'exportation manufacturière fondée sur la "taylorisation primitive", apparaît dans certains pays, dans les années 1970, la conjonction d'un capital local autonome, de classes moyennes urbaines relativement abondantes, et d'embryons significatifs d'une classe ouvrière expérimentée. Cette conjonction ouvre à certains Etats l'opportunité de développer une nouvelle logique, que nous allons appeler "fordisme périphérique". Il faut insister une fois encore sur le caractère politique, lié à des luttes de classes internes conférant à l'Etat une réelle autonomie par rapport aux classes dominantes classiques, d'un tel choix, qu'illustrent, chacun à leur manière, la Corée des années 1970, le Mexique, le Brésil, mais aussi l'Espagne de l'Opus Dei, la Pologne de Gierek...

Pourquoi "fordisme périphérique" ?

- Il s'agit d'un authentique fordisme, avec une véritable mécanisation, et un couplage de l'accumulation intensive et de la croissance des débouchés du côté des biens de consommation durables.
- Mais il reste périphérique en ce sens, tout d'abord, que dans les circuits mondiaux des branches productives, les postes de travail et les productions correspondant aux niveaux de la fabrication qualifiée et surtout de l'ingénierie restent largement extérieurs à ces pays. D'autre part, les débouchés correspondent à une combinaison spécifique de la consommation des classes moyennes modernes locales, avec un accès partiel des ouvriers du secteur fordiste aux biens d'équipements des ménages, et des exportations vers le centre de ces mêmes produits manufacturés à bas prix. Ainsi, la croissance de la demande sociale (qui est une demande sociale mondiale), pour les biens durables des ménages notamment, est certes anticipée, mais elle n'est pas institutionnellement régulée sur une base nationale en fonction des gains de productivité des branches fordistes locales.

En somme, il s'agit d'une combinaison de la politique de substitution aux importations et de la politique de substitution d'exportation, dans des proportions variables, et s'appuyant éventuellement, pour le financement, sur les recettes de la "vieille" division du travail, sur la promotion des exportations de matières premières, le tourisme, les revenus rapatriés des travailleurs émigrés, etc... Dans le même temps, cette industrialisation s'accompagne d'un regain d'importations venant du centre, mais cette fois principalement en biens d'équipements professionnels, produits au niveau I et II de la nouvelle division du travail, et que doit compenser à terme l'exportation de produits de niveau III vers le centre.

Le fordisme périphérique, comme logique d'accumulation, c'est-à-dire comme composante de régimes d'accumulation concrets, peut donc s'analyser sous deux angles :

- comme élément du régime d'accumulation interne à chaque N.P.I.,

- comme élément du régime d'accumulation couplant le centre et les N.P.I., du point de vue du procès de production total et des débouchés totaux.

Il faut insister sur l'extrême variabilité des régimes d'accumulation qu'il est ici proposé de regrouper sous le terme de "fordisme périphérique". Le ratio des exportations (manufacturières) sur la demande intérieure varie ainsi de 4,1 % pour le Mexique à 25,4 % pour la Corée (en 1978) : dans chaque régime d'accumulation concret, le dosage "croissance de la demande finale interne/substitution d'importation/réexportation industrielle" n'est évidemment pas le même, ce qui reflète à son tour de grandes différences dans le mode de régulation, et surtout dans le rapport salarial, les formes de l'hégémonie des classes dominantes, etc... Significativement, le Mexique est relativement "démocrate" (au moins en secteur urbain) et la Corée dictatoriale.

Cependant, il convient de ne parler de fordisme périphérique que lorsque la croissance du marché intérieur (pour les produits manufacturés) joue un rôle réel dans le régime d'accumulation national. A ce titre, il faut souligner que la Corée, que certains s'obstinent à qualifier de "pays atelier", relevant principalement de la taylorisation primitive sur des segments délocalisés d'industries de main d'oeuvre, a depuis belle lurette dépassé ce schéma, caractéristique effectivement de sa croissance dans les années 62-72. Mais à partir de 1973, la croissance industrielle se recentre sur le marché domestique : la part des exportations chute (de 28 à 23 %) puis se stabilise, et une active politique de remontée des filières par substitution aux importations fait chuter la part de celles-ci de 27 à 20 % du marché domestique. Le salaire réel, qui croissait plus lentement que la productivité, s'envole à partir de 1976, ce qui finira d'ailleurs par compromettre la compétitivité coréenne (par rapport à Taïwan...).

III - IMPORTANCE ET LIMITES DE LA MONDIALISATION DU FORDISME

Attention! Attention!. Aussitôt lâché, le concept de "fordisme périphérique" risque de prendre son indépendance, et de revenir fondre sur nos malheureux cerveaux, imprimant sa marque sur tout ce qui passe à sa portée. Alors disons le tout de suite:

- le fordisme comme régime d'accumulation n'est pas en train de s'emparer de toute la périphérie,
- le fordisme comme forme d'industrialisation ne résume pas toute l'industrialisation dans la périphérie, même pas dans les NPI,
- d'ailleurs il se passe autant de choses très importantes dans l'agriculture,
- en revanche il y a de la taylorisation primitive et même du fordisme périphérique en dehors des NPI.

Encore faut-il d'abord prendre la mesure, même grossière, du phénomène d'industrialisation de la périphérie. Nous verrons ensuite quelques objections propre à tempérer l'enthousiasme que pourrait susciter, à mon corps défendant, le lancement de concepts au nom si suggestifs, et ensuite nous reprendrons la thèse au sérieux et lui donnerons toute son ampleur: la mise en place d'une nouvelle division internationale du travail.

1°) Un phénomène massif, inégal et précoce.

Le plus simple, pour prendre la mesure du phénomène, est de se référer aux statistiques de la Banque Mondiale (qui portent sur la presque totalité du monde). Celle-ci, avec une placidité méthodologique désarmante, classe les pays selon l'ordre du Produit National Brut par habitant croissant, et ensuite regroupe des catégories par paquets de 20 à 30 pays en plaçant les barres successives à une hauteur arbitraire. Seuls sont distingués les "Exportateurs de pétrole à revenus élevés" (Lybie, Arabie, Koweït, Emirats)

et les "Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée". Nous avons ainsi, en 1981:

* Les pays à faible revenu, du Kampuchéa (moins de 80 £ par tête et par an en 1981) au Ghana (400 £), soit 2 milliards 200 millions d'habitants.

* Les pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure, du Kenya (880 £) au Paraguay (1 630 £), soit 1 milliard 130 millions d'habitants.

* Les pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure, de la Corée (1 700 £) à Trinité et Tobago (5 670 £), soit 464 millions d'habitants.

* Et enfin les pays industriels à économie de marché, de l'Irlande (5 230 £, tiens! moins que Trinité ou Singapour) à la Suisse (17 430 £), soit 719 millions d'habitants.

Remarques préliminaires: non seulement les indicateurs relatifs à ces "catégories" n'ont pas grand sens, mais ceux relatifs à certains pays n'en ont guère plus, du fait de l'hétérogénéité des pays et des catégories.

Ainsi, la Chine et l'Inde représentent plus de la moitié de la première catégorie. L'Inde a un revenu par tête qui la place dans un mouchoir de poche avec la Haute Volta, le Rwanda, la Somalie, la Tanzanie. Or c'est déjà un vieux pays industrialisé, avec un secteur fordiste, mais noyé dans un océan de paysannerie misérable. La Banque Mondiale nous livre les statistiques correspondant à la catégorie "Pays à faible revenus sauf Inde et Chine", que nous utiliserons, mais cela comprend encore le Bangladesh et le Pakistan, redoutables N.P.I. du type "taylorisation primitive", là encore noyés dans leur paysannerie.

La tranche inférieure (où l'on trouve le Sénégal, le Maroc, la Bolivie, les Philippines, l'Indonésie) regroupe des pays que caractérise tantôt la promotion d'exportation traditionnelle, tantôt la substitution aux importations, tantôt la taylorisation sanguinaire...

La tranche supérieure contient bien tous nos N.P.I., sauf l'Espagne qui a accédé au rang des Pays Industriels. Mais elle contient aussi la plupart des pays peuplés de l'OPEP, et surtout des "Newly Desindustrializing Countries", des pays en voie de désindustrialisation dans les années 1970, comme l'Argentine et le Chili.

Enfin l'Irlande obéit parfaitement à la logique du fordisme périphérique, mais ne mérite guère le titre de pays industriel.

Cette classification toutefois nous offre des points de repère. Dans le tableau 1, on pourra considérer la tranche "Pays industriels" comme représentative du centre, les "Intermédiaires supérieurs" comme représentatifs des N.P.I. classiques, les "Intermédiaires inférieurs" comme représentatifs d'une "seconde vague de N.P.I. en formation", et la tranche "Faibles revenus, sauf Chine et Inde" comme celle des exclus du régime d'accumulation mondial. Inversement, nous distinguerons trois NPI typiques: Mexique, Brésil et Corée du Sud.

En ayant en tête toutes ces réserves, voyons ce qui se passe, dans les années 1960-1970 d'une part, 1970-1981 d'autre part, censées représentatives de l'avant-crise et de la première phase de la crise.

TABLEAU 1

	Pays indus.	Intermédiaires supérieurs	Intermédiaires inférieurs	Faible revenu (a)	Corée (b)	Brésil	Mexique
PNB/habitant (\$1981)	11 120	2 490	850	240	1 910	2 220	2 250
Croissance PNB/hab. 1960-1981	3,4	4,2	3,4	0,8(c)	6,9	5,1	3,5
Croissance P.I.B.							
60-70	5,1	6,4	5	4,7	8,6	5,4	7,6
70-81	3,0	5,6	5,6	3,6	9,1	7,6	6,4
Croissance secteur manufacturier							
60-70	5,9	7,8	7,1	5,9	17,6	n.d.	10,1
70-81	3,1	6,3	5,8	2,8	14,5	7,8	7,1
Crois. invest. brut							
60-70	5,8	7,5	7,9	4,3	23,6	6,1	9,9
70-81	0,9	7,2	8,2	3,7	11	6,5	9,0
Part de l'agri. dans la PIB							
1960	6	18	36	48	37	16	16
1981	3	10	22	45	16	13	8
Part du manufactu- rier dans la PIB							
1960	30	23	15	9	14	26	19
1981	25	24	17	10	28	27	22
Export/PIB							
1960	12	18	15	15	3	5	10
1981	20	23	23	12	39	9	13-17(b)
Struct. des exports (%) (1960-1981)							
Primaire	34 → 28	84 → 55	96 → 82	91 → 71	86 → 10	97 → 61	88 → 61
Textile	7 → 5	4 → 10	1 → 5	4 → 21	8 → 30	0 → 4	4 → 3
Machines et mat. transp.	29 → 35	2 → 13	0 → 2	0 → 2	0 → 22	0 → 17	1 → 19
Autres manufacturés	30 → 32	10 → 22	3 → 11	5 → 6	6 → 38	3 → 18	7 → 17

SOURCE: BANQUE MONDIALE [1983, 1984]. (a) Hors Chine et Inde - (b) 1982 au lieu de 1981 - (c) Chine: 5%, Inde: 1,4%.

Tous les taux de croissance sont en moyenne annuelle.

Premier constat: le Produit Intérieur Brut augmente toujours, et dans toutes les catégories, y compris les plus pauvres. Pays par pays, cela n'est pas toujours le cas, surtout après 1981. Cela n'a pas toujours grand sens: le simple exode rural, la dissolution des économies "naturelles", augmente de manière purement comptable le PIB (6). Par ailleurs, cela n'implique nullement une croissance du niveau de vie, même en moyenne: la croissance de la population peut plus qu'annuler la croissance du P.I.B., et toutes les formes de reproduction des moyens d'existence ne sont pas, encore une fois, comptabilisées dans le P.I.B..

Mais surtout, alors que la crise marque une cassure pour les pays du centre, les "intermédiaires-supérieurs", qui croissaient déjà plus vite que le centre dans les années 1960, ralentissent à peine, les "intermédiaires-inférieurs" qui croissaient moins vite que le centre rattrapent le rythme de la tranche supérieure. Encore plus significative est la croissance du secteur manufacturier (7): toujours plus forte qu'au centre dans les pays à revenus intermédiaires, elle est à peine ralentie dans les années 70, mais cette fois la tranche supérieure se détache. En revanche, les taux de croissance des pays à faibles revenus, plus faibles que ceux du centre, fléchissent avec eux. Enfin, l'évolution des taux de croissance de l'investissement est encore plus spectaculaire: la dynamique de l'accumulation est brisée au centre par la crise, elle s'accélère pour les pays intermédiaires, décline (mais moins qu'au centre) dans les pays à faibles revenus. Ainsi, la croissance, l'accumulation y compris industrielle, est une réalité pour toute la catégorie intermédiaire, du Kenya à Trinité, depuis le début des années 1960 (à l'ère de fordisme triomphant), et cette croissance n'est pas brisée par la crise du fordisme central, au moins jusqu'à 1981. Au contraire, non seulement l'énorme masse des pays à bas revenus stagnait relativement au centre en expansion, mais elle semble avoir subi le contrecoup de sa crise.

A cet élan de la croissance manufacturière dans les pays intermédiaires n'échappent, dans les années 70, que le Sénégal, le Zambie, El Salvador, le Nicaragua, le Congo, le Pérou, la Jamaïque, Panama, l'Argentine, le Chili et Trinité, qui tous font moins bien que la moyenne du centre. Au

contraire, font au moins trois fois mieux que le centre (du point de vue de la croissance manufacturière de 1970 à 1981): le Bangladesh (cinquième plus pauvre pays du monde!), le Kenya, le Yemen du Nord, l'Indonésie, le Lesotho, la Thaïlande, le Nigeria, l'Equateur, la Tunisie, la Corée du Sud, la Malaisie, l'Algérie, Hong Kong et Singapour; le Brésil et le Mexique approchent cette performance. Dans les années 1960, il n'y en avait aucun, mais si on place la barre à 11% (deux fois plus vite que la moyenne de centre), il fallait alors rajouter à cette liste l'Iran, le Nicaragua et la Côte d'Ivoire (il y a des déclassements significatifs!), et inversement il faut retirer l'Indonésie, le Nigéria, la Tunisie, et vraisemblablement tous ceux qui ne sont pas encore des N.P.I. "officiels", sauf la Thaïlande.

On mesure déjà la diffusion assez large du phénomène d'industrialisation nouvelle manière, sa précocité dans certains pays, et son avortement qui peut lui aussi être précoce.

Second constat: si dès l'origine (en 1960) la part de l'agriculture et de l'industrie dans le P.I.B. détermine la place d'une catégorie dans l'échelle des richesses, et si la part de l'agriculture décroît chez tous, la part du manufacturier ne varie pas beaucoup (elle décroît au centre au profit du tertiaire moderne). En revanche, la véritable cassure, rejetant d'un côté les "intermédiaires inférieurs" avec les "faibles revenus", de l'autre les "intermédiaires supérieurs" avec les "pays industriels", porte sur la part relative des biens primaires et des biens manufacturés dans les exportations. Si la première régresse à peine pour les deux catégories plus pauvres, elle tombe de 84 à 55% chez les "intermédiaires supérieurs". Une seule catégorie d'exportation manufacturière s'élève significativement chez les plus pauvres: "textile et vêtements" (à cause du Pakistan et du Bangladesh: 37 et 49% des exportations!). Mais dans le domaine des biens typiquement fordistes ("machines et matériels de transport"), la tranche supérieure creuse l'écart. En revanche, du point de vue de la part des exports dans la P.I.B., elle est rattrapée par la tranche inférieure, alors que ce ratio diminue dans les pays à faible revenu.

Ainsi, la grande mutation porte bien sur la division internationale du travail, avec dans de nombreux pays l'essor des exportations de biens manufacturés, les plus pauvres (sans doute dans une logique de "taylorisation primitive") se contentant du textile, les plus riches, même relativement peu exportateurs (comme le Brésil), ayant accès à la consécration: l'exportation d'automobiles.

Ce qui nous amène au dernier constat: sans même étudier leurs régimes d'accumulation internes, on devine qu'existent d'énormes différences entre les N.P.I. eux-mêmes. Le Mexique et le Brésil restent plus primo-exportateurs (de pétrole, de soja, de café...) que la moyenne de la tranche supérieure, la Corée l'est moins qu'un pays industrialisé. Elle compense vraisemblablement cela en faisant plus de taylorisation primitive (si on veut bien prendre la part des exportations "textile et vêtements" comme indicateur!) que le Pakistan... En revanche, nos deux premiers pays semblent remarquablement "autocentrés" (le Mexique fera néanmoins un très gros effort à l'exportation dès 1982 pour rembourser ses dettes). Certes, l'effet de taille joue à plein dans une "fédération-continent" comme le Brésil (dont la seule région Sud-Est doit avoir à peu près le même ratio exportateur vis-à-vis du reste du monde que la Corée!), et inversement le ratio "exportation sur P.I.B." dépasse 65% en Belgique, et 200% dans une économie de comptoir comme Singapour.

Mais cet effet de taille n'est pas qu'un piège statistique: l'unité d'un immense marché offre au Brésil une marge de manoeuvre pour développer un régime véritablement autocentré. En fait, la dictature utilisera "dans le mauvais sens" cette opportunité: quand on est 120 millions, il suffit que 20% de la population s'approprie les deux tiers de la richesse pour que se constitue un marché pour les biens de consommation durable et même luxueux équivalent à un pays moyen d'Europe du Nord! La Corée a, au contraire, une distribution des revenus beaucoup plus égalitaire. Comme elle est en moyenne plus pauvre, elle consomme donc une moindre part des biens durables qu'elle produit. Ces différences joueront un certain rôle dans l'inégale capacité "d'ajustement" face aux chocs des années 1980.

2°) Une diffusion de l'accumulation au delà des industries fordiennees.

Les qualificatifs de "tayloriennes" et "fordiennes" plaqués sans examen préalable sur les industries des pays en voie de développement capitaliste agaceront sans doute économistes et sociologues du travail. Ils auront raison. A coup sûr, les industries exportatrices de vêtements sont taylorisées, les industries exportatrices de machines et véhicules sont fordiennees (15). Il serait cependant exagéré d'assimiler toutes les industries naissantes à celles qui correspondent à la stratégie de substitution d'exportation, de réduire toutes les exportations qui se développent à l'industrie manufacturière, et de prêter à toutes les industries du Tiers Monde un caractère taylorien ou fordien, du point de vue de l'organisation du travail.

Tout d'abord, la stratégie de substitution d'exportation n'est pas seule à concourir au développement capitaliste de ces pays. Les exportations traditionnelles elles-mêmes ont connu des changements significatifs et souvent une véritable promotion. Le cas le plus célèbre est le pétrole. Moins connu est l'extension (il est vrai limitée) du modèle agro-industriel mis au point en Amérique du Nord à quelques pays du Tiers Monde: soja brésilien, manioc thaïlandais... On peut alors parler d'une véritable industrialisation de l'agriculture, sous une forme pleinement capitaliste, avec un salariat "libre" d'attaches microfundiaires et encore plus surexploité que dans la taylorisation sanguinaire.

Tout aussi importante est la poursuite de la substitution aux importations. Composante à part entière de la logique du fordisme périphérique, elle se poursuit également dans les industries de base à usage purement local, fordistes ou pas: notamment l'énergie, les cimenteries et autres matériaux nécessaires à l'industrie du bâtiment et des travaux publics (qui accompagne toute urbanisation).

Ni l'agro-industrie, ni les industries de base (qui sont souvent des "industries de process", c'est-à-dire des processus physico-chimiques automatisés) ne relèvent du taylorisme ou du fordisme en tant que principe

d'organisation du travail. Pourtant, des formes de division du travail ressemblant à la tripartition du travail fordiste, et même des logiques d'accumulation semblables à celle du fordisme périphérique, tendent à se mettre en place. Empêtrés d'abord dans leurs problèmes de maintenance et tout simplement de fonctionnement, de pièces de rechange manquantes, de main d'oeuvre insuffisamment expérimentée, puis de commercialisation, les industries de base du Tiers-Monde évolueront, de la commande d'usines "clé en main", puis "produits en main" (avec équipes de maintenance et de formation professionnelle comprises dans le contrat d'achat), puis "marché en main" (avec clause de revente des produits). Mais alors on retrouve une logique bien proche du fordisme périphérique: achat au centre de biens d'équipement et d'ingénierie, fabrication sur place avec une main d'oeuvre moins efficace (au moins pendant une dizaine d'années) mais beaucoup moins bien payée qu'au centre, réexportation et enfin, si le reste de l'économie nationale se développe, utilisation sur place. La différence, c'est que le savoir-faire est beaucoup "extérieur" et les postes de travail créés par l'investissement sont bien moins nombreux que dans les industries tayloriennes et fordienne.

On retrouve les mêmes similitudes lors de la mise en place des agro-industries modernes comme le soja: les germes sélectionnés, les engrais, les machines sont importés du centre avec les techniciens, et le produit du travail d'une paysannerie salariée surexploitée sert à nourrir, sous forme de tourteaux, le bétail des paysanneries d'Europe, en y accélérant la concentration des exploitations d'élevage et le chômage rural.

Ainsi, de même que le fordisme, en tant que type de procès de travail (division entre conception et exécution parcellisés et déqualifiés, mécanisation incorporant le savoir faire social systématisé), est devenu la technologie sociale éponyme du régime d'accumulation intensive centré sur la consommation de masse, bien que toutes les activités du centre ne soient pas fordienne, parce qu'il représentait à la fois le modèle dominant et le secteur entraînant, de même la logique du fordisme périphérique s'impose d'une manière spécifique à d'autres industries (et même à des activités agricoles) de la périphérie, non seulement comme logique économique mais comme nouvelle forme de la division internationale du travail.

3°) Deux divisions du travail superposées

Avant toute chose, il faut rappeler que, pendant la mondialisation du fordisme, la vieille division internationale du travail continue! Pour l'ensemble des pays à faibles revenus (hors la Chine et l'Inde) et de la tranche inférieure des pays à revenus intermédiaires, soit 1 milliard sept cent millions d'habitants (et presque toute l'Afrique), la part, dans les exportations, des biens primaires reste quasi stable et très largement majoritaire. Elle l'est encore pour la tranche intermédiaire-supérieure, et bien sûr de façon écrasante pour les "exportateurs de pétrole à revenu élevé".

Cela dit, les choses évoluent considérablement de deux manières. D'abord, on vient de le voir, avec l'industrialisation très rapide de l'ensemble des pays intermédiaires, la hausse spectaculaire de la part des biens manufacturés dans les exportations de la tranche supérieure. Mais aussi de par un renversement des tendances du commerce des biens primaires lui-même, en particulier dans l'agriculture: c'est aujourd'hui le Nord qui nourrit le Tiers Monde! Le modèle d'agriculture industrialisée parti des U.S.A. pour toucher l'Europe de l'Ouest après la seconde guerre mondiale semble alors répéter la "victoire", au siècle précédent, de la manufacture nord-occidentale, par l'avantage absolu, sur le reste du monde. De 1970 à 1981, la part des exportations "du Nord vers le Sud" dans le commerce agro-alimentaire mondial croît de 6,7%, la part du flux inverse décroît de 4,2%. Cette nouvelle hégémonie du Nord (en fait, d'abord des USA) se heurte cependant, on vient de l'évoquer, à la concurrence croissante de l'agriculture capitaliste de certains pays du Sud: mais alors, paradoxalement, cela relèvera davantage de la "nouvelle division internationale du travail"!

On appelle "nouvelle division internationale du travail" la division internationale intra-industrielle (et même intra-agricole) relevant d'une tripartition de type fordienne: (I) ingénierie et technologie avancée / (II) activités productives banalisées mais exigeant une certaine qualification /

(III) activités à qualification spécialisée facilement acquise.

Cette nouvelle division internationale du travail ne doit être ni sur-estimée, ni sous-estimée. D'abord, si l'industrialisation du Tiers Monde est beaucoup plus diffuse et précoce qu'on ne le croit (Singapour était déjà un N.P.I. au début des années 1960, l'Argentine a cessé de l'être, de nouveaux "intermédiaires" sont appelés à le devenir peu ou prou), l'accession au rang de puissance industrielle exportatrice ne touche qu'un nombre très limité de pays: 60% des exportations manufacturées du Sud sont réalisées par la "Bande des Quatre" de l'Asie de l'Est, 70% si on rajoute le Brésil et l'Inde. Inversement, la part du Sud dans les consommations de biens manufacturés du Nord reste très faible, autour de 3-4%. Mais elle dépasse 16% pour certains biens typiquement tayloriens simples (confection, chaussure, composants électroniques), 8% pour l'optique et l'électronique grand public.

L'émergence des pays du fordisme périphérique, comme l'accumulation d'avoirs monétaires dans certains pays de l'OPEP, provoque un véritable éclatement de l'ancienne périphérie. Cette "périphérie" n'avait jamais été homogène, mais l'élément nouveau est la croissance de flux de marchandises, semblables à l'ancienne division du travail, entre les N.P.I. et les pays restés principalement exportateurs de biens primaires. Pour tous les biens banaux tayloriens ou fordistes, ou les branches banalisées des biens intermédiaires (comme la sidérurgie), et même pour l'ingénierie, les N.P.I. deviennent très compétitifs, et y concurrencent l'industrie du centre dans son ancienne périphérie.

Ainsi se recreuse, d'année en année, la "vieille division internationale du travail", mais cette fois au sein de l'ex-périphérie. Par exemple, dans ces échanges industriels avec la zone "Sud", le taux de couverture du Brésil est passé de 153 % en 1973 à 555 % en 1980, avec un solde bénéficiaire de 3,2 milliards de dollars (le chiffre correspondant pour la Corée étant de 4,5 milliards de dollars). Le caractère régional de ce commerce (en particulier en Amérique Latine) illustre bien la "mise en commun des marchés de classes moyennes" pour le fordisme périphérique. En outre, la structure de ce commerce est bien différente de celle des exportations des

N.P.I. vers le Nord: les biens d'équipement occupent 41 % (contre 31 %) et au contraire les vêtements 5 % (contre 21%). Le coefficient de capital des exportations est deux fois plus élevé. Enfin, sur ces marchés là, les N.P.I. (y compris l'Inde et le Pakistan) commencent à exercer une domination technologique, car leur "remontée de la filière", si elle n'atteint pas le nec plus ultra de la technologie mondiale, leur permet aujourd'hui d'exporter non seulement des biens d'équipement professionnels à bas prix, mais également de l'ingénierie.

4*) Le "fordisme périphérique" est-il un "rattrapage" du fordisme central?

"Mondialisation du fordisme", "taylorisation primitive", "fordisme périphérique", "nouvelle division internationale du travail": autant de concepts à manipuler avec précaution, même si j'espère avoir montré leur utilité en tant que concepts, c'est-à-dire en temps qu'"échelle", en tant que "filet" jeté sur le monde pour saisir les rapports entre les phénomènes. Ces phénomènes d'industrialisation du Tiers Monde, nous avons mesuré leur importance et tâché d'en saisir les logiques. Mais les concepts de ces logiques, comme un quadrillage de coordonnées tracé sur une carte, ne font qu'effleurer la réalité concrète des formations économiques et sociales nationales du Tiers Monde: <<Nous puisons dans l'océan avec une coquille>> disait Newton.

Nous nous sommes refusés à esquisser ne fût-ce qu'une typologie des combinaisons concrètes de ces logiques au sein des régimes d'accumulation réels. Si, à l'évidence, tout sépare le Mali de l'Argentine, dans la catégorie de "N.P.I." elle-même il y n'a qu'un lointain rapport entre le Brésil et la Corée. A l'intérieur de chaque pays se combine les stratégies et les logiques les plus diverses. Le Mexique exporte du pétrole et de la main d'oeuvre, fait de sa frontière Nord une quasi zone franche de "sweat-shops" pour les firmes nord-américaine, exporte des organes d'automobile vers les USA et vers l'Europe, met au point des procédés sidérurgiques révolutionnaires... Les pasteurs sahéliens n'ont que peu à envier aux "boias-frias" du Nordeste brésilien par temps de sécheresse, et la division sexuelle du travail permet souvent la coexistence de la taylorisation primitive

(femmes dans l'électronique et le textile) et du fordisme périphérique (hommes dans l'industrie automobile).

Quant à la division internationale du travail prise comme un tout, même à s'en tenir à la nouvelle division du travail, elle nous est apparue bien loin de la simplicité que lui prêtait l'ancienne comme la nouvelle orthodoxie. En tout cas, elle ne se réduit nullement à une division manufacturière du travail au sein des firmes transnationales, selon le prix et la qualification de la main d'oeuvre. Elle est d'abord le résultat, en coupe instantannée, d'un procès de diffusion inégale des rapports capitalistes, pays par pays, et en particulier du modèle fordiste (étendu comme nous l'avons vu aux activités non fordienne), pas seulement du côté de l'organisation du travail, mais aussi du côté de la croissance des marchés, de la transformation des modes de vie.

Dire cela n'est nullement revenir aux diachronies décalées du schéma rostowien, selon lequel tous les pays seraient lancés dans une aventure unique, du "take-off" à l'ère post-industrielle, mais tous ne seraient pas partis en même temps. Il y a une complémentarité synchronique, entre de vastes marchés déjà développés, et des pays qui jouent la carte de leurs conditions propres d'exploitation de la main d'oeuvre pour tenter de s'aggraver au régime fordiste, sur les créneaux les moins qualifiés de la division du travail, en important des équipements, en exportants des biens banaux.

Certes, le régime d'accumulation qui tend ainsi à se mettre en place n'est pas sans rappeler l'exemple de l'industrialisation française d'Après-guerre, avec une première phase de reconstruction grâce aux importations de biens d'équipement et aux "transferts de technologie" depuis les USA, financés par le Plan Marshall, emprunts remboursés par des exportations "bas de gamme", et une seconde phase de développement du marché intérieur, avec absorption de la paysannerie dans le salariat, reconquête (jusqu'en 1968) de la maîtrise intérieure de la section I, etc...

Mais les différences sautent aux yeux: face au mouvement fordiste, la France disposait déjà d'une base industrielle qualifiée, et, surtout, les formes institutionnelles de l'intégration du salariat, qui allaient offrir les débouchés internes de la croissance, se mettaient en place dans le même temps. Le régime de transition de l'Après-guerre et les emprunts Marshall ne faisaient qu'anticiper la mise en place d'un régime d'accumulation relativement autocentré, avec des procédures de régulation dépendant de la souveraineté nationale. Tout autre est le cas de l'industrialisation périphérique, qui, en tant que régime d'accumulation et en tant que mode de régulation, est d'emblée et durablement internationalisée. Pour nuancer les termes de la critique de J.M. Cardoso de Mello [1975] à F.H. Cardoso, le fordisme brésilien est non seulement tardif, mais encore périphérique. La diffusion des biens de consommation de masse n'y suit pas la trajectoire franco-italienne "vélo-motocyclette-petite cylindrée-moyenne cylindrée" parcourue successivement dans les années 1950-1960 par toutes les fractions du salariat, du jeune ingénieur à l'O.S., au fur et à mesure de la croissance de la production de masse. Au Brésil la production automobile commence, avec des ouvriers qui vont à pied, par produire des grosses et moyennes cylindrées, conçues en Allemagne, pour des classes moyennes déjà existante, au Brésil comme en Allemagne.

Dans le commerce international, on ne peut pas se contenter d'être "tardif", on est nécessairement complémentaire, même si le fait d'être "périphérique" est un résultat, non une explication. Mais cette complémentarité n'est qu'une configuration provisoire, évolutive, à vrai dire miraculeuse: une "trouvaille".

Il serait hors de sujet, dans cette intervention, d'évoquer les formes institutionnelles qui ont permis pendant les années 1970 une stabilisation provisoire de cette complémentarité internationale. Il faudrait prendre en compte le rôle, minoritaire mais sans doute initiateur et structurant, des firmes multinationales et des accords de sous-traitance, celui, décisif, mais combien dangereux, des banques transnationales, etc... Mais nous en savons assez pour apercevoir les raisons de la divergence invoquée en introduction, quant au phénomène de métropolisation.

IV - QUELQUES HYPOTHESES SUR LA METROPOLISATION.

Pourquoi les métropoles ont-elles explosé dans le pays du fordisme périphérique des années 1970 (pas tous, d'ailleurs), alors que le fordisme de l'Après-Guerre s'est mieux diffusé sur le territoire dans l'Europe des années 1960? La simple intuition suggère immédiatement les réponses suivantes:

- Parce que de toutes façons les pays du Tiers-Monde connaissaient une explosion démographique.
- Parce que leurs campagnes chassaient leur population alors que celles de France et l'Italie savaient davantage les retenir.
- Parce que le fordisme, en tant qu'il est périphérique, ne sait s'implanter que dans les métropoles.

La vérité est sans doute au carrefour de ces trois explications.

1°) Les tensions démographiques

La gauche anti-impérialiste, au nom d'une conception angélique de ce que serait un schéma de reproduction idéal, a longtemps balayé ce problème d'un revers de la main: plus de bouches à nourrir, c'est plus de bras pour les nourrir. Certes... en régime permanent, quand chaque année le nombre d'actifs et le stock de moyens de production augmente dans la même proportion que la population. Or l'explosion démographique du Tiers Monde n'est justement pas la trace statistique d'un régime permanent, mais au contraire d'une transition démographique. Transition entre "l'ancien régime" (beaucoup d'enfants, beaucoup de morts prématurées) et le "nouveau régime": peu d'enfants avec une espérance de vie prolongée (8).

On a pu plaider que la stabilisation du régime fordiste au Nord avait normalisé la taille des familles (deux enfants, pour tenir à l'arrière de la voiture et pour qu'ils réussissent leurs études). Mais ce phénomène complexe et de longue période, amorcé précocement dans les pays industriels développés, n'est nullement synchrone avec l'irruption des techniques médicales, des normes d'hygiène, des changements de mode de vie, qui ne

touche d'abord qu'une petite partie de la population, dans le Tiers-Monde où domine l'ancien régime démographique. Il est vrai que la transition est déjà largement amorcée, et que l'expansion apparemment exponentielle du Tiers-Monde accuse déjà son inflexion vers l'horizontale. Mais pour l'instant, les progrès de l'hygiène diminuent la mortalité infantile et celle des vieux, sans augmenter bien sûr le nombre d'adultes nés il y a une ou deux générations. En résulte une croissance temporaire mais très lourde de la charge économique par actif ou plus exactement du taux de dépendance (rapport des jeunes et des vieux à la population de 15 à 65 ans). La croissance de cette charge vient en soustraction de la croissance de la productivité de ceux qui travaillent. Elle vient donc en soustraction de la part disponible, non seulement pour la croissance du niveau de vie de chacun, mais surtout de la part du produit accumulable.

Le "rapport de dépendance" (au sens des démographes), qui est de l'ordre de 56% dans les pays du fordisme central, est quasi-inversement corrélé au "succès" des N.P.I. De 1960 à 1980, il chute de 80 à 45% à Hong Kong et Singapour, de 86 à 60% pour la Corée, de 86 à 72% pour le Brésil, stagne de 96 à 93% pour le Mexique, croît de 91 à 104% pour l'Algérie.

Ce phénomène pèse lourd dans la stagnation de l'écrasante majorité des pays à revenu faible ou intermédiaire. Il n'excuse en rien l'absence de réforme agraire qui permettrait aux "sous-employés" de vivre, de faire vivre les leurs, d'épargner. Il n'excuse en rien l'adoption de projets "pharaoniques" gaspillant l'épargne ou le crédit en créant peu de postes de travail. Mais il existe, y compris dans les N.P.I., du Mexique à l'Algérie (9).

Il n'explique pourtant pas que ce surcroît de population se soit rué vers les métropoles urbaines. Il faut faire un pas de plus dans l'explication.

2°) "Faim de terre" et métropolisation.

Au temps de l'accumulation primitive au centre, c'est par l'expropriation des paysans que fut créé le prolétariat dont l'industrie avait besoin pour son accumulation extensive. Pour des raisons d'ordre politico-social, cette "pression d'expulsion" fut relativement faible dans certains pays, dont la France. La Révolution de 1789 avait donné la terre à une petite paysannerie qui s'y accrocha bec et ongles. Mais la croissance, même faible, de la productivité agricole suffit bientôt à assurer l'alimentation d'une population totale qui ne croissait pas si vite que dans le Tiers Monde aujourd'hui. Même dans les pays de petite production marchande agricole, comme la France et les USA, la diminution de la part de la population agricole commença dès le début du XIXe siècle. Avec l'irruption de nouvelles techniques agricoles cousines du fordisme, la productivité augmenta brutalement, et la part de la population qui vivait de l'agriculture dût accélérer sa chute (LIPIETZ 1977).

Toutefois, l'extension du fordisme comme norme de consommation à toute la population, paysannerie comprise, exigeait que les gouvernements, par des politiques de soutien aux revenus agricoles, assume la régulation de la diminution de la population vivant de l'agriculture, tout en assurant à ceux qui restaient une certaine "parité de pouvoir d'achat" avec les populations urbaines, en tout cas l'accès aux biens durables fordistes. Enfin, des réformes de la législation foncière avaient étendu une certaine sécurité d'usufruit de la terre, au delà de la propriété directe, en stabilisant le statut du fermage.

On arrivait donc dans les années 1960, en France (et partiellement dans certaines régions d'Italie ou des USA), dans une situation où la famille paysanne pouvait rester sur sa terre, même si elle ne pouvait plus assurer un revenu à tous ses membres en vivant de sa terre. Pression à quitter l'agriculture, mais pas nécessairement la campagne, ni surtout la région.

Il en fut de même en Corée du Sud, où la réforme foncière des années 1950 et la politique constante de soutien aux prix agricoles assurent encore

aujourd'hui l'indépendance alimentaire, la régulation des flux migratoires campagnes-villes, et pèsent sans doute lourdement dans le succès de la Corée au sein du groupe des N.P.I.

Mais rien de tel au Mexique, ni surtout au Brésil. Dans ce pays la paysannerie perdit peu à peu les droits d'usage coutumiers sur des lopins d'agriculture vivrière, qui assuraient du moins une certaine stabilité de situation, même s'il fallait aller chercher dans les fazendas un maigre salaire pour subvenir à la part marchande de la reproduction. La boulimie de terres de l'agriculture capitaliste intensive et exportatrice priva la paysannerie non seulement de ses revenus, mais de la possibilité même de rester à la campagne, ou dans des bourgs. Le minimum d'aides alimentaires que distribuaient les gouvernements de ce type de pays ne touchait que les villes, et la redistribution des revenus des "classes moyennes", par la domesticité, le commerce ou le secteur informel, n'avait d'effet que dans les villes.

Mesurons bien la différence. Il ne suffit pas de constater la "diminution de l'emploi paysan", ou de la part de la population agricole dans la population active, ou de l'agriculture dans le PIB. Elle fut beaucoup plus rapide dans la France des années 50-60 que dans le Brésil des années 70-80. Mais dans la plupart des pays du Sud, faute de réforme agraire et faute de soutien aux revenus de la petite paysannerie, non seulement on ne pouvait plus vivre du travail de la terre, mais on ne pouvait plus vivre, économiquement, et même souvent juridiquement, qu'à la ville.

3°) Quand l'industrie ignore l'Espace-plan.

Les deux facteurs ci-dessus évoqués suffiraient à rendre compte de l'entassement urbain, de la "bidonvillisation" du Tiers Monde. Ils sont pourtant insatisfaisants en ce qui concerne les NPI. Car il reste à répondre à la question: pourquoi l'industrie qui a crû plus vite au cours des années 1970 dans ces pays que nulle part ailleurs dans l'Histoire, s'est-elle concentrée dans quelques métropoles, au lieu de se répartir harmonieusement dans un réseau de villes moyennes absorbant la main d'oeuvre libre née de la pression

démographique et de l'exode rural?

En France, comme au Brésil, il y eut, il y a toujours, une politique de soutien aux "métropoles d'équilibre", puis aux "villes moyennes", puis aux "pays" (en fait aux petites villes). Mais en France, cette politique a accompagné le mouvement économique spontané, alors que, comme le remarque ROCHEFORT (1984), elle est restée au Brésil découplée des tendances socio-économiques, et a donc échoué.

Le fond de la question me semble être ceci: le développement du fordisme périphérique s'opère à une échelle qui exclut l'espace territorial et réduit les pays à des "points" d'un espace mondial discret, alors que le déploiement des circuits de branches fordistes sur les territoires centraux vise au contraire à épouser les nuances du tissu social spatialisé.

Basées dans des métropoles constituées avant ou pendant la première phase du fordisme, les firmes qui cherchaient en France à "redéployer" le circuit de leur branche productive (par délocalisation d'établissement ou par sous-traitance) allaient rechercher dans des départements ruraux une main d'oeuvre moins payée, moins syndiquée que dans les villes industrielles, et se reproduisant partiellement à travers des activités agricoles. Elles négociaient avec les municipalités l'implantation sur une zone industrielle, mettaient en place des réseaux de transport pour le ramassage de la main d'oeuvre, ou (plus fréquemment au Japon et en Italie) pour le ramassage des produits du travail à domicile. Et elles commencent à faire de même en Corée.

Une firme multinationale, qui veut faire de la taylorisation primitive, va en Asie, et concrètement dans une zone franche, ou va dans le Nord du Mexique (à Tiyana), c'est-à-dire qu'elle va dans une concentration pré-existante de main d'oeuvre à bas prix qui, pour elle, caractérise le pays. Une firme multinationale qui veut faire du fordisme périphérique va au Brésil, ce qui revient souvent pour elle à Sao Paulo. Et les firmes locales agissent de même. Car c'est l'ensemble du pays qui joue le rôle d'une "zone III". Les différences de revenus ou de qualifications internes au pays restent en effet de second ordre par rapport à la différence entre les pays du

fordisme central et ceux du ffordisme périphérique. Quant aux vastes marchés locaux que suppose le ffordisme périphérique, ils n'existent eux aussi que dans les aires métropolitaines.

Du point de vue de l'insertion dans l'économie mondiale, comme du point de vue de la formation d'un marché local de classes moyennes, la formation sociale nationale engagée dans la logique du ffordisme périphérique tend à se réduire à un point, et ce point se matérialise et se concentre, spontanément, dans quelques métropoles.

EN GUISE DE CONCLUSION

Je laisse aux géographes le soin de tester la validité de ces quelques réflexions d'un économiste. En tant qu'économiste d'un pays "central", je ne me permettrai pas non plus de développer la critique politique d'un modèle de développement dont ils connaissent mieux que moi les désastreux effets. Mais l'expérience de la croissance ffordiste en France livre quelques indications sur ce qui a contribué dans ce pays de "fordisme tardif", et pourrait peut-être contribuer dans le pays du ffordisme périphérique, à renverser la tendance (si les citoyens de ces pays le jugent souhaitable).

D'abord, le fait que la transition démographique ait été achevée en France avant le développement ffordiste a considérablement facilité les choses. Même en réglant au mieux ses rapports sociaux et son modèle de développement, l'Algérie, par exemple, échappera difficilement à une mauvaise passe démographique. Accélérer cette transition suppose l'affirmation du droit des femmes à disposer de leur corps, et un effort corrélatif et considérable contre la mortalité infantile.

Ensuite, les compromis sociaux noués en France après 1945 lui ont donné des moyens de régler le rythme des sorties de l'agriculture sur celui de la création d'emplois industriels et tertiaires. Le modèle ffordiste français (comme tout ffordisme central) a réalisé un repartage des gains de productivité sur toutes les classes sociales, rurales et urbaines. Le marché s'est donc développé partout en même temps, malgré d'importantes disparités

interrégionales, et les régions sous-industrialisées ont eu en quelque sorte les délais et les moyens "d'appeler" les établissements industriels et le tertiaire moderne à venir s'installer chez elles. De tels compromis impliquent des formes institutionnelles de repartage national du revenu national, de manière relativement indépendante des différences locales ou sectorielles de productivité: resserrement de l'éventail des revenus individuels, fixation d'un salaire minimum pas trop en-dessous du salaire médian, création d'un vaste Etat-Providence.

Enfin, l'industrie française et les emplois modernes se sont développés de manière pas trop déséquilibrée sur le territoire parce que l'économie nationale s'est développée d'abord pour elle-même (10). L'auto-centrage d'un Etat-Nation est une condition de son équilibre interrégional. Le système des infrastructures est une autre condition, nécessaire mais pas suffisante. L'essentiel réside dans le choix du modèle économique de développement. Assurer un autocentrage ne se résume pas en un faible degré d'ouverture commerciale. Cela signifie aussi que le revenu et le mode de vie des classes moyennes et supérieures sont volontairement limités par une juste évaluation des possibilités actuelles du pays et par le choix d'assurer à la grande majorité du salariat et du peuple travailleur un mode de vie qui ne soit pas à des années-lumière de celui des privilégiés. C'est à cette condition que le salaire peut devenir "assez" élevé dans les métropoles pour que les firmes soient incitées à choisir une autre localisation sur le territoire, et le revenu "pas trop" déprimé dans les régions d'accueil pour qu'elles puissent y trouver une main d'oeuvre déjà stabilisée et des marchés régionaux (ce qui n'est intéressant que pour les firmes qui ne sont pas purement exportatrices).

La métropolisation explosive pourrait bien n'être que l'inscription spatiale d'une polarisation sociale explosive!

Alain LIPIETZ

NOTES

- 1) Pour une analyse détaillée de ce modèle, voir LIPIETZ [1985]. On trouvera une approche méthodologique et un exposé théorique dans LIPIETZ [1983a], publié au Brésil.
- 2) L'articulation d'un mode de production à un autre (notion introduite par P.P. REY [1969], à propos d'ailleurs des rapports "centre-périphérie") peut passer par plusieurs stades (articulation externe, intégration...), ce qui permet encore de raffiner l'analyse du régime d'accumulation. Voir par exemple l'analyse de l'articulation entre la petite production marchande agricole et le capitalisme dans l'histoire économique de la France, qui permet de fonder la compréhension du développement inégal de ses régions, dans LIPIETZ [1977].
- 3) Ce qui ne signifie pas que cette "première division internationale du travail fut créée fonctionnellement aux besoins du centre" (LIPIETZ [1983a]).
- 4) On trouvera une analyse de "l'étranglement" de la nouvelle industrialisation du sud par le fordisme central dans LIPIETZ [1983b], publié au Brésil.
- 5) En l'occurrence 240 dollars par mois, environ 5 francs (en 1981) par jour en moyenne. Cela veut dire évidemment pour les deux tiers de la population une misère inimaginable même pour un "nouveau pauvre" européen, mais cela veut dire aussi que la survie s'organise principalement en dehors des rapports monétaire: voir note 6.
- 6) La croissance du Produit Intérieur Brut n'est pas seulement l'effet de la croissance du produit réel. Elle mesure aussi:
 - * En tant que Produit marchand, la modification du ratio "économie marchande voire capitaliste / économie naturelle". Si un village africain vivant en communauté est désintégré par la colonisation, et ses habitants

réduits à la mendicité des bidonvilles, sauf quelques uns qui sont réduits au salariat, même à technique productive inchangée, le P.I.B. augmente brutalement! La salarisation est sans doute en fait le principal moteur de la croissance du P.I.B. par tête dans l'ensemble du Tiers-Monde.

* En tant que Produit Brut, la modification du rapport "produit net/amortissement du capital fixe". Si, à productivité du travail égal, on fait travailler sur des machines coûteuse mais mal utilisées des paysans ou des artisans qui travaillaient autrefois de leurs mains ou à l'aide d'outils rudimentaires, le P.I.B. augmente aussi ! La "mécanisation" du Tiers-Monde - dont la contrepartie est la nécessité d'acheter des biens d'équipement dont le volume croît plus que proportionnellement au produit net - est sans doute la deuxième cause de la croissance du P.I.B. dans le Tiers Monde.

- 7) C'est-à-dire l'industrie moins: les mines (donc, hors pétrole), le bâtiment, l'énergie et autres services publics. C'est donc ce qui obéit le plus nettement à la production capitaliste de marchandises concurrencées sur le marché mondial, et sa croissance est ici mesurée en volume. Cet indice ne souffre donc pas des biais dénoncés note 6.
- 8) Voir l'analyse historique remarquablement claire de la Banque Mondiale [1984].
- 9) Il existe une corrélation assez forte entre la hausse des revenus et la baisse de la mortalité. Elle est cependant beaucoup plus vague avec la baisse de la natalité, où l'effet des facteurs politiques et culturels (contrôle des naissances etc...) est beaucoup plus net. Ainsi la Chine a pu abaisser brutalement un taux de fécondité qui est resté constant et très élevé en Algérie.
- 10) Tout ceci est bien sûr relatif: la France elle-même souffre d'assez graves déséquilibres régionaux (LIPIETZ 1977), et les politiques monétaristes libérales tendent actuellement (typiquement aux USA) à relancer le processus de polarisation-métropolisation.

BIBLIOGRAPHIE

AGLIETTA M. [1976]

Régulation et crises du capitalisme, Calmann-Lévy, Paris.

BOLTANSKI L. [1982]

Les Cadres, Minuit, Paris.

BOYER R., MISTRAL J. [1978]

Accumulation, inflation et crise, P.U.F., Paris, réédition augmentée 1983.

CARDOSO de MELLO J.M. [1975]

O Capitalismo tardio, thèse, publiée par Ed. Brasiliense, 1982, Sao Paulo.

CORIAT B. [1979]

L'atelier et le chronomètre, Paris, Bourgois.

GRANOU A., BARON Y., BILLAUDOT B. [1979]

Croissance et crise, Maspéro, Paris.

LIPIETZ A. [1977]

Le capital et son espace, Paris, F. Maspero. Ed. augmentée 1983.

LIPIETZ A. [1979]

Crise et inflation: pourquoi? Paris, F. Maspero.

LIPIETZ A. [1983a]

"Les transformations dans la division internationale du travail: considérations méthodologiques et esquisse de théorisation",

intervention au colloque d'Ottawa Le Canada et la Nouvelle division internationale du travail (janvier), publié dans Les Temps Modernes, Octobre. Traduction portugaise, Espaco e Debates n°12, 1984, Sao Paulo.

LIPIETZ A. [1983b]

"Le fordisme périphérique étranglé par le monétarisme central", intervention au Colloque de Paris Vers un nouvel ordre mondial? (Octobre), publié dans Amérique Latine n°16, Décembre. Traduction Portugaise dans Senhor n°187, Octobre 1984, Sao Paulo.

PALLOIX C. [1973]

Les firmes multinationales et le procès d'industrialisation, F. Maspéro, Paris.

REY P.P. [1969]

"Sur l'articulation des modes de production", publié dans Les alliances de classes, F. Maspéro, Paris.

ROCHEFORT M. [1984]

<<Villes moyennes et développement: le cas du Brésil>>, le Courrier du CNRS, suppl. au n°57, Juillet.

SALAMA P., TISSIER P. [1982]

L'industrialisation dans le sous-développement, F. Maspéro, Paris.